

5àsec R.I.F.
Société par Actions Simplifiée
Au Capital de 20.895.320,58 Euros
Siège social : 20 Rue du Sentier
75002 Paris
R.C.S Paris 418 782 025

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
PRISES LE 30 JUIN 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le trente juin à 11 heures 20, la société 5àsec Group, S.A.S. au capital de 16.916.759,19 € dont le siège est 20, Rue du Sentier, 75002 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 498 018 233, associée unique, représentée par Monsieur Olivier BOCCARA représentant de la société KlinCare Group Présidente de 5àSec Group, a pris au siège social, les décisions ci-après.

Monsieur Olivier BOCCARA préside la séance en sa qualité de représentant de la société KlinCare Group Présidente de la société 5 à Sec GROUP Présidente de la société 5àSec RIF.

M. le Président constate :

- que le Cabinet DELOITTE & ASSOCIES, commissaire aux comptes titulaire, régulièrement convoqué, est absent et excusé.
- que Madame Sabine LE NOE membre du comité d'entreprise de l'unité économique et sociale est absente et excusée.

Le président dépose sur le bureau :

- La copie de la lettre de convocation du commissaire aux comptes titulaire
- La copie des convocations de la membre du comité d'entreprise de l'unité économique et sociale
- Le rapport de gestion du Président
- Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe)
- Le rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice
- Le texte des décisions proposées

Le président déclare que les documents devant, selon la législation en vigueur, être communiqués à l'associé, ont été tenus à sa disposition au siège social dans les délais légaux et statutaires.

Le président rappelle que l'associée est appelée à se prononcer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport du Président sur la gestion et les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2024,
- Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes de cet exercice,
- Approbation desdits rapports, comptes et bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2024, quitus au Président,
- Affectation des résultats,
-
- Pouvoirs pour effectuer les formalités.

PREMIERE DECISION

L'associé unique, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux Comptes, approuve dans toutes leurs parties le rapport du Président, les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont présentés, ainsi que les actes de gestion accomplis par le Président au cours de l'exercice écoulé.

.....

DS


En conséquence, il donne quitus entier et sans réserve au Président de l'exécution de son mandat au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à 856.053 € augmenté du report à nouveau débiteur de 5.800.475 €, soit la somme de – 6.656.528 € en report à nouveau.

L'associé reconnaît en outre qu'il lui a été rappelé qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

.....

QUATRIEME DECISION

L'associé confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente délibération pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent extrait de procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président de séance et représentant de l'associé unique.

M. Olivier BOCCARA Président de séance
et représentant de l'associé unique

DocuSigned by:

Olivier Boccara

7B9AC8C7163C410...

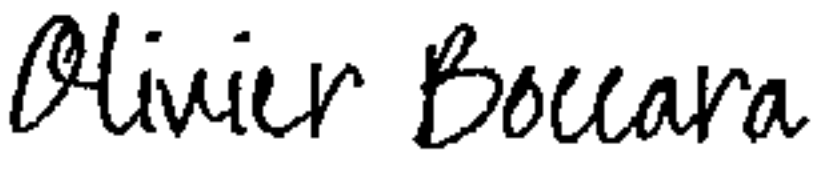
5àSec R.I.F.
Société par Actions Simplifiée
Au Capital de 20.895.320 ,58 Euros
Siège social : 20 Rue du Sentier
75002 Paris
R.C.S Paris 418 782 025

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

COMPTES ANNUELS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

LE PRESIDENT

DocuSigned by:

7B9AC8C7163C410...

**Bilan**

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'établissement	611 738	611 738		
Frais de recherche et de développement	6 558	16 558	-10 000	-10 000
Concessions, brevets et droits assimilés	808 691	808 683	8	-2 082
Fonds commercial	42 562 407	15 435 328	27 127 079	27 801 079
Autres immobilisations incorporelles	724 204	212 326	511 877	511 877
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Constructions	585 152	542 551	42 601	56 564
Installations techniques, matériel et outillage	10 059 066	9 602 839	456 228	525 065
Autres immobilisations corporelles	18 310 836	17 017 537	1 293 299	1 343 027
Immob. en cours / Avances & acomptes	174 124		174 124	73 770
<i>Immobilisations financières</i>				
Participations et créances rattachées	2 992 503		2 992 503	2 992 503
Autres titres immobilisés	1 082		1 082	1 082
Autres immobilisations financières	2 021 142	313 911	1 707 232	1 797 910
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	78 857 491	44 561 471	34 296 020	35 090 795
<i>Stocks</i>				
Matières premières et autres approv.	407 809	42 434	365 375	495 124
<i>Créances</i>				
Clients et comptes rattachés	5 458 843	266 968	5 191 875	4 999 996
Fournisseurs débiteurs	60 785		60 785	67 185
Personnel	89 574		89 574	133 233
Etat, Impôts sur les bénéfices	89 936		89 936	89 936
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	2 836 653		2 836 653	2 733 591
Autres créances	1 953 423		1 953 423	2 935 728
<i>Divers</i>				
Avances et acomptes versés sur commandes	279 653		279 653	135 965
Valeurs mobilières de placement				13 863
Disponibilités	1 574 524		1 574 524	884 758
Charges constatées d'avance	806 674		806 674	698 651
TOTAL ACTIF CIRCULANT	13 557 875	309 401	13 248 473	13 188 031
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	92 415 365	44 870 872	47 544 493	48 278 826

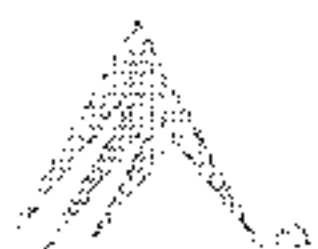
 **Bilan**

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
PASSIF		
Capital social ou individuel	20 895 321	20 895 321
Réserve légale	495 891	495 891
Report à nouveau	-5 800 475	-2 713 445
Résultat de l'exercice	-856 053	-3 087 030
Subventions d'investissement	103 304	188 036
TOTAL CAPITAUX PROPRES	14 837 988	15 778 772
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		5 305
Provisions pour risques		148 609
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		148 609
Emprunts	557 959	641 733
Découverts et concours bancaires	5 215	7 615
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	563 174	649 348
Emprunts et dettes financières diverses	7 670	
Emprunts et dettes financières diverses – Associés	8 613 553	7 942 118
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 295 591	1 063 557
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 100 396	17 212 286
Personnel	1 947 622	1 828 673
Organismes sociaux	1 193 192	1 131 653
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	1 629 113	1 664 952
Autres dettes fiscales et sociales	287 117	325 713
Dettes fiscales et sociales	5 057 044	4 950 990
Autres dettes	69 080	527 840
TOTAL DETTES	32 706 507	32 346 139
TOTAL PASSIF	47 544 493	48 278 826

**Compte de Résultat**

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS				
Ventes de marchandises	1 682		1 682	
Production vendue	37 979 747	38 573 366	-593 619	-1,54
Subventions d'exploitation	222 768	604 027	-381 259	-63,12
Autres produits	691 924	1 404 575	-712 652	-50,74
Total	38 896 121	40 581 969	-1 685 848	-4,15
CONSOMMATION M/SES &				
Achats de marchandises	52 780	117 799	-65 019	-55,20
Achats de m.p & aut.approv.	1 973 714	2 055 696	-81 982	-3,99
Variation de stock (m.p.)	105 210	-82 000	187 210	-228,30
Autres achats & charges externes	19 162 725	21 752 712	-2 589 987	-11,91
Total	21 294 429	23 844 206	-2 549 778	-10,69
MARGE SUR M/SES & MAT	17 601 692	16 737 762	863 930	5,16
CHARGES				
Impôts, taxes et vers. assim.	807 913	748 224	59 689	7,98
Salaires et Traitements	12 266 093	12 496 424	-230 331	-1,84
Charges sociales	2 781 320	2 701 194	80 126	2,97
Amortissements et provisions	1 597 300	1 755 718	-158 418	-9,02
Autres charges	388 090	345 713	42 377	12,26
Total	17 840 717	18 047 274	-206 556	-1,14
RESULTAT D'EXPLOITATION	-239 025	-1 309 512	1 070 486	-81,75
Produits financiers	32 200	32 748	-548	-1,67
Charges financières	285 018	407 753	-122 735	-30,10
Résultat financier	-252 818	-375 005	122 187	-32,58
RESULTAT COURANT	-491 844	-1 684 517	1 192 673	-70,80
Produits exceptionnels	113 118	895 107	-781 989	-87,36
Charges exceptionnelles	477 327	2 297 620	-1 820 293	-79,23
Résultat exceptionnel	-364 210	-1 402 513	1 038 304	-74,03
RESULTAT DE L'EXERCICE	-856 053	-3 087 030	2 230 976	-72,27

ANNEXE



Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS SAS 5 A SEC RIF

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 47 544 493 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 856 053 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été établis selon le principe de la continuité d'exploitation à la suite de l'adoption le 15 décembre 2020 par le Tribunal de Commerce de Paris du plan de redressement par continuation de la société.

Estimations comptables

Le Groupe procède régulièrement à des estimations et établit des hypothèses qui ont un impact sur la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, sur des éléments de produits et de charges ainsi que sur les informations données dans les notes en annexe.

Ces estimations et hypothèses font l'objet de révisions et d'analyses régulières qui intègrent les données historiques ainsi que les données prévisionnelles considérées comme les plus probables.

Une évolution divergente des estimations et hypothèses retenues pourrait avoir un impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.



Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti" FIFO.

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

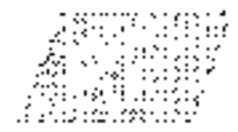
Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.



Règles et méthodes comptables

Engagement de retraite

La convention collective prévoit le règlement d'indemnités de fin de carrière.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

**Notes sur le bilan**

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
– Frais d'établissement et de développement	618 296			618 296
– Fonds commercial	42 562 407			42 562 407
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 528 610	64 454	60 170	1 532 894
Immobilisations incorporelles	44 709 314	64 454	60 170	44 713 598
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui	21 343			21 343
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions	563 809			563 809
– Installations techniques, matériel et outillage industriels	9 903 108	171 432	15 473	10 059 066
– Installations générales, agencements aménagements divers	16 311 983	264 211	1 129	16 575 065
– Matériel de transport	260 725			260 725
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 404 826	78 864	8 645	1 475 046
– Emballages récupérables et divers				
– Immobilisations corporelles en cours	73 770	170 706	70 351	174 124
– Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	28 539 563	685 213	95 598	29 129 178
– Participations évaluées par mise en équivalence				
– Autres participations	2 992 503			2 992 503
– Autres titres immobilisés	1 082		14	1 068
– Prêts et autres immobilisations financières	2 111 820	92 928	183 910	2 021 142
Immobilisations financières	5 105 405	92 928	183 924	5 014 714
ACTIF IMMOBILISE	78 354 283	842 595	339 692	78 857 491



Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	64 454	685 213	92 928	842 595
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	64 454	685 213	92 928	842 595
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste	90	70 351		70 441
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	60 080	25 246	183 924	269 250
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	60 170	95 597	183 924	339 692

Immobilisations incorporelles

La décomposition des actifs incorporels est principalement constituée de la valeur des fonds de commerce, ainsi que de malis techniques précédemment activés. Ces actifs sont présumés avoir une durée d'utilisation non limitée, ils sont donc non amortissables. Dès lors, ils doivent faire l'objet d'un test de dépréciation annuel ou dès l'apparition d'un indice de perte de valeur (règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015).

La valeur actuelle des fonds de commerce et des malis techniques est donc appréciée chaque année par référence à :

- la valeur de marché: accord de vente irrévocable sur un marché actif ou transactions récentes sur un actif similaire
- la valeur d'usage: appréciée en appliquant la méthode des Discounted Cash-Flow (D.C.F)

Une provision pour dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire des fonds de commerce et malis techniques est inférieure à la plus grande de ces deux valeurs.

Les dépréciations d'un fonds commercial, antérieures et postérieures à 2016, sont irréversibles et ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise comptable.

A défaut de valeur de marché et d'expertises réalisées par des tiers, la Société a retenu la méthode des DCF. Ces projections de flux de trésorerie ont été estimées, par magasin, à partir du Business Plan 2023 établi par la Direction du Groupe. Les valeurs terminales ont été estimées sur la base des flux de trésorerie normatifs projetés en fin de période.

Les principales hypothèses sont les suivantes :

Capex : 3% du CA (idem 2023)

Frais de structure : 3% du CA (idem 2023)

WACC : 11,2% du CA

Croissance à l'infini : 1,75%

Fiscalité : 25% sur la valeur terminale uniquement

Notes sur le bilan

Une revue avec la Direction Générale France a permis d'inventorier les sites en difficulté (ex : arrivée d'un concurrent, zone commerciale sinistrée, travaux.) et ceux pour lesquels un plan d'action a été initié (ex : rénovation des magasins). Par ailleurs, la Direction considère que, pour les actifs récemment acquis, une période de deux ans est nécessaire pour mesurer les effets positifs de leur intégration au réseau (mise en oeuvre de la politique marketing, politique prix, plan de rénovation).

Dans les deux cas (mise en oeuvre d'un nouveau projet ou acquisition récente), et dans le cas où la valeur nette comptable serait supérieure à la valeur d'usage, le Groupe procèdera à la mise sous observation du site pendant une période ne pouvant excéder deux ans.

Les frais de développement sont immobilisés dès lors que les projets remplissent l'ensemble des critères prévus à l'article 311-3.2 du PCG. Ces derniers sont immobilisés au coût de production et amortis selon la durée de vie estimée du projet, sur un délai maximum de 5 années. Les montants immobilisés à ce jour correspondent à des développements sur notre logiciel de caisse P2WEB. Il s'agit des heures d'études et de mises au point effectués par les équipes "ABO". Ces frais de recherche et de développement s'intègrent plus largement dans le projet de développement de l'ERP "NA VISION" au niveau du Groupe.

Fonds commercial

	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global
Fonds de commerce	5 727 054		5 540 644	11 267 698
Droit au bail	1 178 689		1 220 796	2 399 485
Droit d'entrée	566 646		333 320	899 966
Mali technique	-11 482		28 730 942	28 719 460
Dépréciations				
Total	7 460 907		35 825 702	43 286 609

Les principales variations de la période concernent la dépréciation constatée au titre des tests de valeur.

Dépréciation du fonds commercial : 15 435 328 euros

La valeur actuelle des fonds de commerce et des malis techniques est apprécié chaque année par référence à la :

- la valeur de marché : accord de vente irrévocable sur un marché actif ou transactions récentes sur un actif similaire
- la valeur d'usage : appréciée en appliquant la méthode des Discounted Cash-Flow (D.C.F.)

Une provision pour dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire des fonds de commerce et malis techniques est inférieure à la plus grande de ces deux valeurs.

Les dépréciations d'un fonds commercial, antérieures et postérieures à 2016, sont irréversibles et ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise comptable.

A défaut de valeur de marché et d'expertises réalisées par des tiers, la Société a retenu la méthode des DCF. Ces projections de flux de trésorerie ont été estimées, par magasin, à partir du Business Plan 2024 établi par la Direction du Groupe. Les valeurs terminales ont été estimées sur la base des flux de trésorerie normatifs projetés en fin de période.



Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés sur chaque titre

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-par du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
– Filiales (détenues à + 50 %)				
SAS 5 A SEC FRANCE 75002 PARIS	80 800	-110 353	100,00	-478 388
– Participations (détenues entre 10 et 50%)				

Renseignements globaux sur toutes les filiales

	Valeur comptable Brute	Valeur comptable Nette	Montant des prêts et avances	Cautions et avals	Dividendes encaissés
– Filiales (détenues à + 50 %)	2 796 516	2 796 516	1 584 368		
– Participations (détenues entre 10 et 50%)					
– Autres filiales françaises					
– Autres filiales étrangères					
– Autres participations françaises					
– Autres participations étrangères					



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Frais d'établissement et de développement	628 296			628 296
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 018 815	2 194		1 021 009
Immobilisations incorporelles	1 647 111	2 194		1 649 305
– Terrains				
– Constructions sur sol propre	507 245	13 963		521 208
– Constructions sur sol d'autrui	21 343			21 343
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels	9 378 043	240 268	15 473	9 602 839
– Installations générales, agencements aménagements divers	15 162 459	311 188	223	15 473 424
– Matériel de transport	250 994	9 173		260 167
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 221 054	71 537	8 645	1 283 946
– Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	26 541 138	646 129	24 341	27 162 927
ACTIF IMMOBILISE	28 188 249	648 323	24 341	28 812 232

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 13 317 030 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	2 021 142		2 021 142
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	5 458 843	5 458 843	
Autres	5 030 372	5 030 372	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	806 674	806 674	
Total	13 317 030	11 295 888	2 021 142
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
fae Clients	4 040
CLIENTS FACTURES A ÉTABLIR	20 021
Fae groupe	1 238 887
FOURNISSEURS AVOIR A RECEVOIR	60 785
AUTRES PRODUITS A RECEVOIR	1 413
Total	1 325 146



Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	14 761 328	674 000		15 435 328
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	313 911			313 911
Stocks	34 424	8 010		42 434
Créances et Valeurs mobilières	114 953	266 968	114 953	266 968
Total	15 224 616	948 977	114 953	16 058 640
<i>Répartition des dotations et reprises</i>				
Exploitation		948 977	114 953	
Financières				
Exceptionnelles				

Dépréciation des stocks

Tableau des dépréciations par catégorie :

	Montant
Stock de consommables	42 434
TOTAL	42 434

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

Dépréciation des créances

Tableau des dépréciations par catégorie :

	Montant
Clients	266 968
TOTAL	266 968



Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 20 895 321,00 euros décomposé en 1 418 927 titres d'une valeur nominale de 14,73 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	1 418 927	14,73
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	1 418 927	14,73

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 01/12/2024.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	-2 713 445
Résultat de l'exercice précédent	-3 087 030
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	-5 800 475
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	-5 800 475
Total des affectations	-5 800 475

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2024	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2024
Capital	20 895 321				20 895 321
Réserve légale	495 891				495 891
Report à Nouveau	-2 713 445	-3 087 030			-5 800 475
Résultat de l'exercice	-3 087 030	3 087 030	-856 053		-856 053
Subvention d'investissement	188 036			84 733	103 304
Total Capitaux Propres	15 778 772		-856 053	84 733	14 837 986



Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 31 410 916 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	5 215	5 215		
– à plus de 1 an à l'origine	557 959	38 263	519 696	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	7 670	4 993		2 676
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 100 396	15 739 622	1 360 774	
Dettes fiscales et sociales	5 057 044	4 431 171	625 873	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	8 682 632	8 682 632		
Produits constatés d'avance				
Total	31 410 916	28 901 897	2 506 343	2 676
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	80 441			
(**) Dont envers les associés	8 613 553			



Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS FACTURES ‡ RECEVO	1 663 979
FOURNISSEURS GRPE ‡ RECEVO	827 252
INTERETS PIK	14 495
INTERETS COURUS A PAYER	5 173
PROV. CONGES PAYES	1 415 107
PROV SUR PRIMES	215 074
prov ind CDD	7 006
CH/S CONGES PAYES	299 609
CH SOC / 35 HEURES	16 789
ch / prov ind CDD	1 230
C.I.L	52 995
TAXE APPRENTISSAGE	49 911
ETAT CHARGES A PAYER	6 406
ABT PRESTATIONS INFORMATIQUES	
Abonnement Taxe Fonciere	10 217
Abonnement Ideal ok	7 502
Total	4 592 745

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARG CONST. AVANCE	806 674		
Total	806 674		



Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

La société a cédé son activité BtoB à la société SàSec Business société appartenant au groupe par acte sous seing privé en date du 30 avril 2024. La cession a pris effet le 1er mai 2024, moyennant le prix d'un euro.

Exécution du plan de redressement par continuation :

Le 28 avril 2020, la Société a été placée en procédure collective de redressement judiciaire. La période d'observation s'est conclue le 15 décembre 2020 par l'adoption d'un plan de redressement par continuation.

Le 23 février 2021, date d'exécution du plan, la Société a payé les dividendes des créanciers suivants :

- les créances inférieures ou égales à 500€ ont été payées intégralement.
- les créanciers ayant opté pour l'option courte (règlement de 15 % de leurs créances pour solde de tout compte) ont été payés à la même date (888 K€ versé).

D'un de vue point comptable, le fait générateur de l'apurement de passif à l'égard des tiers est la date d'exécution du plan. En conséquence, au 31 décembre 2020, les dettes à l'égard des créanciers tiers figuraient toujours au passif pour un montant global de 6 477 K€ (TTC).

A ces dettes s'ajoutent 452 K€ TIC de dettes rachetées par l'actionnaire auprès de fournisseurs jugés stratégiques. L'abandon de la totalité des créances détenues par l'actionnaire a été également comptabilisé le 23 février 2021.

A la date anniversaire de l'adoption du plan de continuation par le Tribunal de commerce de Paris (15 décembre 2020), la société a payé le premier dividende pour les créanciers ayant choisi l'option longue soit un paiement échelonné de 100% du montant des créances admises selon le calendrier suivant : 5% à la date du premier au sixième anniversaire de l'adoption du plan et 70% à la date du septième anniversaire de l'adoption du plan (331 K€ versé).

A la clôture, et sous réserve des contestations en cours, le total des dividendes restant à payer sur 3 ans s'élève à 2 677 K€.

Le contexte global (crise de l'énergie, crise en Ukraine et au Moyen-Orient) a impliqué une inflation conséquente sur les consommables et l'énergie. La décision de relever le SMIC en France (qui sont en partie le corolaire de cette crise) est également un risque à prendre en compte.



Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	37 751 727		37 751 727
Ventes de marchandises	1 682		1 682
Produits des activités annexes	228 020		228 020
TOTAL	37 981 429		37 981 429

Charges et produits d'exploitation et financiers

Eléments imputables à un autre exercice

	Charges	Produits
Régularisation comptes fournisseurs	56 999	
Régularisation comptes de tiers		2 288
Régularisation comptes groupe		15 067
Total	56 999	17 355



Notes sur le compte de résultat

Résultat financier

	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers de participation	32 200	32 748
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	32 200	32 748
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	285 018	407 753
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	285 018	407 753
Résultat financier	-252 818	-375 005

Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
79100000 – Transfert de chges d'exploitat	8 552	
79110000 – SALAIRE A REFACT HORS UE	5 655	
79140000 – Transfert de chges CPAM	257 836	
79150000 – Remb. formation	21 603	
79160000 – Remb. assurances	11 439	
Transfert de charges d'exploitation	305 085	
Total	305 085	

Parties liées

La société 5 à Sec RIF réalise des transactions commerciales avec les autres entités du groupe 5 à Sec.

Les transactions les plus significatives concernent les relations avec l'autre filiale France, à savoir l'entité 5 à Sec France. A ce titre, les mouvements les plus significatifs ont trait à :

- L'achat de cartes de fidélité
- La charge afférente à la refacturation des coûts associés à l'activité B2B, notamment le service commercial ainsi que les frais administratifs qui y sont liés (facturation : recouvrement)
- La charge afférente à la mise à disposition du personnel administratif et des frais qui y sont associés (Service comptable principalement)



Notes sur le compte de résultat

- La rémunération des prêts intra-Groupe conformément à la convention de prêts liant les entités du Groupe 5 à sec.

Les transactions avec des entreprises liées (ou avec lesquelles l'entreprise a un lien de participation) ont été conclues à des conditions normales de marché.

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	23 320	50 587
Produits exceptionnels sur opérations en capital	89 798	536 334
Reprises sur provisions et transferts de charge		308 186
Total des produits exceptionnels	113 118	895 107
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	284 096	251 386
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	193 231	2 004 499
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		41 736
Total des charges exceptionnelles	477 327	2 297 620
Résultat exceptionnel	-364 210	-1 402 513

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	-7 766	
Régularisation comptes intercos et établissements secondaires	201 091	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	60 986	
Autres charges – créances irrécouvrables	129 067	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		5 965
Produits des cessions d'éléments d'actif		1 333
Subventions d'investissement virées au résultat		84 733
Régularisation comptes de tiers	36 951	3 731
Charges et produits sur exercices antérieurs	56 999	17 355
TOTAL	477 327	113 118

Impôts sur les bénéfices – Intégration fiscale



Notes sur le compte de résultat

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2018, la société SAS 5 A SEC RIF est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe KLINCARE GROUP.

Convention de répartition de l'impôt sur les sociétés

La société fait par ailleurs partie d'un groupe fiscalement intégré (article 223 A du CGI) dont la société KLINCARE GROUP constitue la tête de groupe.

La société 5 à Sec RIF calcule son impôt sur les sociétés comme si elle était imposée séparément, indépendamment du fait qu'elle soit membre d'un groupe fiscalement intégré.

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 512 personnes.

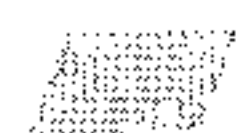
	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	15	
Agents de maîtrise et techniciens	47	
Employés		
Ouvriers	450	
Total	512	

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	907 090
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	907 090
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Dans le cadre de l'exécution du plan de redressement par continuation de la Société, adopté par le Tribunal de Commerce de Paris en date du 15 décembre 2020, la Société s'est engagée à rembourser ses créanciers pour un montant global de 3 143 k€. (cf. Faits marquants de l'exercice).



Autres informations

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 907 090 euros
La convention collective prévoit le règlement d'indemnités de fin de carrière.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à la retraite entre 166 et 172 trimestres selon les générations avec une rotation du personnel sur la base du réel constaté en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- Données spécifiques à la société (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- Taux d'actualisation retenu à 3,4 % (vs 3,2 % lors de l'exercice précédent), ainsi qu'une progression annuelle de 2 % des salaires iso (vs 2,1% retenu lors l'exercice précédent)
- La table de mortalité utilisée est celle fournie par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE 2018-2020)

5àSec R.I.F.
Société par Actions Simplifiée
Au Capital de 20.895.320 ,58 Euros
Siège social : 20 Rue du Sentier
75002 Paris
R.C.S Paris 418 782 025

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons la résolution d'affectation du résultat suivante :

« L'associé unique décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à 856.053 € augmenté du report à nouveau débiteur de 5.800.475 €, soit la somme de – 6.656.528 € en report à nouveau».

Le Président

DocuSigned by:
Olivier Bollara
7B9AC8C7163C410...

5ASEC RIF

Société par actions simplifiée

20, rue du Sentier

75002, Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

5ASEC RIF

Société par actions simplifiée

20, rue du Sentier

75002, Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'associé unique de la société 5ASEC RIF

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société 5ASEC RIF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 23 juin 2025

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

 *Benoit Pimont*

Benoit PIMONT

ETAT DE SYNTHESE

 **Bilan**

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'établissement	611 738	611 738		
Frais de recherche et de développement	6 558	16 558	-10 000	-10 000
Concessions, brevets et droits assimilés	808 691	808 683	8	-2 082
Fonds commercial	42 562 407	15 435 328	27 127 079	27 801 079
Autres immobilisations incorporelles	724 204	212 326	511 877	511 877
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Constructions	585 152	542 551	42 601	56 564
Installations techniques, matériel et outillage	10 059 066	9 602 839	456 228	525 065
Autres immobilisations corporelles	18 310 836	17 017 537	1 293 299	1 343 027
Immob. en cours / Avances & acomptes	174 124		174 124	73 770
<i>Immobilisations financières</i>				
Participations et créances rattachées	2 992 503		2 992 503	2 992 503
Autres titres immobilisés	1 082		1 082	1 082
Autres immobilisations financières	2 021 142	313 911	1 707 232	1 797 910
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	78 857 491	44 561 471	34 296 020	35 090 795
<i>Stocks</i>				
Matières premières et autres approv.	407 809	42 434	365 375	495 124
<i>Créances</i>				
Clients et comptes rattachés	5 458 843	266 968	5 191 875	4 999 996
Fournisseurs débiteurs	60 785		60 785	67 185
Personnel	89 574		89 574	133 233
Etat, Impôts sur les bénéfices	89 936		89 936	89 936
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	2 836 653		2 836 653	2 733 591
Autres créances	1 953 423		1 953 423	2 935 728
<i>Divers</i>				
Avances et acomptes versés sur commandes	279 653		279 653	135 965
Valeurs mobilières de placement				13 863
Disponibilités	1 574 524		1 574 524	884 758
Charges constatées d'avance	806 674		806 674	698 651
TOTAL ACTIF CIRCULANT	13 557 875	309 401	13 248 473	13 188 031
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	92 415 365	44 870 872	47 544 493	48 278 826

 **Bilan**

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
PASSIF		
Capital social ou individuel	20 895 321	20 895 321
Réserve légale	495 891	495 891
Report à nouveau	-5 800 475	-2 713 445
Résultat de l'exercice	-856 053	-3 087 030
Subventions d'investissement	103 304	188 036
TOTAL CAPITAUX PROPRES	14 837 988	15 778 772
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		5 305
Provisions pour risques		148 609
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		148 609
Emprunts	557 959	641 733
Découverts et concours bancaires	5 215	7 615
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	563 174	649 348
Emprunts et dettes financières diverses	7 670	
Emprunts et dettes financières diverses – Associés	8 613 553	7 942 118
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 295 591	1 063 557
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 100 396	17 212 286
Personnel	1 947 622	1 828 673
Organismes sociaux	1 193 192	1 131 653
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	1 629 113	1 664 952
Autres dettes fiscales et sociales	287 117	325 713
Dettes fiscales et sociales	5 057 044	4 950 990
Autres dettes	69 080	527 840
TOTAL DETTES	32 706 507	32 346 139
TOTAL PASSIF	47 544 493	48 278 826

 **Compte de Résultat**

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS				
Ventes de marchandises	1 682		1 682	
Production vendue	37 979 747	38 573 366	-593 619	-1,54
Subventions d'exploitation	222 768	604 027	-381 259	-63,12
Autres produits	691 924	1 404 575	-712 652	-50,74
Total	38 896 121	40 581 969	-1 685 848	-4,15
CONSOMMATION M/SES &				
Achats de marchandises	52 780	117 799	-65 019	-55,20
Achats de m.p & aut.approv.	1 973 714	2 055 696	-81 982	-3,99
Variation de stock (m.p.)	105 210	-82 000	187 210	-228,30
Autres achats & charges externes	19 162 725	21 752 712	-2 589 987	-11,91
Total	21 294 429	23 844 206	-2 549 778	-10,69
MARGE SUR M/SES & MAT	17 601 692	16 737 762	863 930	5,16
CHARGES				
Impôts, taxes et vers. assim.	807 913	748 224	59 689	7,98
Salaires et Traitements	12 266 093	12 496 424	-230 331	-1,84
Charges sociales	2 781 320	2 701 194	80 126	2,97
Amortissements et provisions	1 597 300	1 755 718	-158 418	-9,02
Autres charges	388 090	345 713	42 377	12,26
Total	17 840 717	18 047 274	-206 556	-1,14
RESULTAT D'EXPLOITATION	-239 025	-1 309 512	1 070 486	-81,75
Produits financiers	32 200	32 748	-548	-1,67
Charges financières	285 018	407 753	-122 735	-30,10
Résultat financier	-252 818	-375 005	122 187	-32,58
RESULTAT COURANT	-491 844	-1 684 517	1 192 673	-70,80
Produits exceptionnels	113 118	895 107	-781 989	-87,36
Charges exceptionnelles	477 327	2 297 620	-1 820 293	-79,23
Résultat exceptionnel	-364 210	-1 402 513	1 038 304	-74,03
RESULTAT DE L'EXERCICE	-856 053	-3 087 030	2 230 976	-72,27

ANNEXE



Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS SAS 5 A SEC RIF

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 47 544 493 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 856 053 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été établis selon le principe de la continuité d'exploitation à la suite de l'adoption le 15 décembre 2020 par le Tribunal de Commerce de Paris du plan de redressement par continuation de la société.

Estimations comptables

Le Groupe procède régulièrement à des estimations et établit des hypothèses qui ont un impact sur la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, sur des éléments de produits et de charges ainsi que sur les informations données dans les notes en annexe.

Ces estimations et hypothèses font l'objet de révisions et d'analyses régulières qui intègrent les données historiques ainsi que les données prévisionnelles considérées comme les plus probables.

Une évolution divergente des estimations et hypothèses retenues pourrait avoir un impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.



Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti" FIFO.

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.



Règles et méthodes comptables

Engagement de retraite

La convention collective prévoit le règlement d'indemnités de fin de carrière.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
– Frais d'établissement et de développement	618 296			618 296
– Fonds commercial	42 562 407			42 562 407
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 528 610	64 454	60 170	1 532 894
Immobilisations incorporelles	44 709 314	64 454	60 170	44 713 598
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui	21 343			21 343
– Installations générales, agencements et aménagement des constructions	563 809			563 809
– Installations techniques, matériel et outillage industriels	9 903 108	171 432	15 473	10 059 066
– Installations générales, agencements aménagement divers	16 311 983	264 211	1 129	16 575 065
– Matériel de transport	260 725			260 725
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 404 826	78 864	8 645	1 475 046
– Emballages récupérables et divers				
– Immobilisations corporelles en cours	73 770	170 706	70 351	174 124
– Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	28 539 563	685 213	95 598	29 129 178
– Participations évaluées par mise en équivalence				
– Autres participations	2 992 503			2 992 503
– Autres titres immobilisés	1 082		14	1 068
– Prêts et autres immobilisations financières	2 111 820	92 928	183 910	2 021 142
Immobilisations financières	5 105 405	92 928	183 924	5 014 714
ACTIF IMMOBILISE	78 354 283	842 595	339 692	78 857 491

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	64 454	685 213	92 928	842 595
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	64 454	685 213	92 928	842 595
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste	90	70 351		70 441
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	60 080	25 246	183 924	269 250
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	60 170	95 597	183 924	339 692

Immobilisations incorporelles

La décomposition des actifs incorporels est principalement constituée de la valeur des fonds de commerce, ainsi que de malis techniques précédemment activés. Ces actifs sont présumés avoir une durée d'utilisation non limitée, ils sont donc non amortissables. Dès lors, ils doivent faire l'objet d'un test de dépréciation annuel ou dès l'apparition d'un indice de perte de valeur (règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015).

La valeur actuelle des fonds de commerce et des malis techniques est donc appréciée chaque année par référence à :

- la valeur de marché: accord de vente irrévocable sur un marché actif ou transactions récentes sur un actif similaire
- la valeur d'usage: appréciée en appliquant la méthode des Discounted Cash-Flow (D.C.F)

Une provision pour dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire des fonds de commerce et malis techniques est inférieure à la plus grande de ces deux valeurs.

Les dépréciations d'un fonds commercial, antérieures et postérieures à 2016, sont irréversibles et ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise comptable.

A défaut de valeur de marché et d'expertises réalisées par des tiers, la Société a retenu la méthode des DCF. Ces projections de flux de trésorerie ont été estimées, par magasin, à partir du Business Plan 2023 établi par la Direction du Groupe. Les valeurs terminales ont été estimées sur la base des flux de trésorerie normatifs projetés en fin de période.

Les principales hypothèses sont les suivantes :

Capex : 3% du CA (idem 2023)

Frais de structure : 3% du CA (idem 2023)

WACC : 11,2% du CA

Croissance à l'infini : 1,75%

Fiscalité : 25% sur la valeur terminale uniquement

Notes sur le bilan

Une revue avec la Direction Générale France a permis d'inventorier les sites en difficulté (ex : arrivée d'un concurrent, zone commerciale sinistrée, travaux.) et ceux pour lesquels un plan d'action a été initié (ex : rénovation des magasins). Par ailleurs, la Direction considère que, pour les actifs récemment acquis, une période de deux ans est nécessaire pour mesurer les effets positifs de leur intégration au réseau (mise en oeuvre de la politique marketing, politique prix, plan de rénovation).

Dans les deux cas (mise en oeuvre d'un nouveau projet ou acquisition récente), et dans le cas où la valeur nette comptable serait supérieure à la valeur d'usage, le Groupe procèdera à la mise sous observation du site pendant une période ne pouvant excéder deux ans.

Les frais de développement sont immobilisés dès lors que les projets remplissent l'ensemble des critères prévus à l'article 311-3.2 du PCG. Ces derniers sont immobilisés au coût de production et amortis selon la durée de vie estimée du projet, sur un délai maximum de 5 années. Les montants immobilisés à ce jour correspondent à des développements sur notre logiciel de caisse P2WEB. Il s'agit des heures d'études et de mises au point effectués par les équipes "ABO". Ces frais de recherche et de développement s'intègrent plus largement dans le projet de développement de l'ERP "NA VISION" au niveau du Groupe.

Fonds commercial

	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global
Fonds de commerce	5 727 054		5 540 644	11 267 698
Droit au bail	1 178 689		1 220 796	2 399 485
Droit d'entrée	566 646		333 320	899 966
Mali technique	-11 482		28 730 942	28 719 460
Dépréciations				
Total	7 460 907		35 825 702	43 286 609

Les principales variations de la période concernent la dépréciation constatée au titre des tests de valeur.

Dépréciation du fonds commercial : 15 435 328 euros

La valeur actuelle des fonds de commerce et des malis techniques est apprécié chaque année par référence à la :

- la valeur de marché : accord de vente irrévocable sur un marché actif ou transactions récentes sur un actif similaire
- la valeur d'usage : appréciée en appliquant la méthode des Discounted Cash-Flow (D.C.F.)

Une provision pour dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire des fonds de commerce et malis techniques est inférieure à la plus grande de ces deux valeurs.

Les dépréciations d'un fonds commercial, antérieures et postérieures à 2016, sont irréversibles et ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise comptable.

A défaut de valeur de marché et d'expertises réalisées par des tiers, la Société a retenu la méthode des DCF. Ces projections de flux de trésorerie ont été estimées, par magasin, à partir du Business Plan 2024 établi par la Direction du Groupe. Les valeurs terminales ont été estimées sur la base des flux de trésorerie normatifs projetés en fin de période.



Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés sur chaque titre

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-par du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
– Filiales (détenues à + 50 %)				
SAS 5 A SEC FRANCE 75002 PARIS	80 800	-110 353	100,00	-478 388
– Participations (détenues entre 10 et 50%)				

Renseignements globaux sur toutes les filiales

	Valeur comptable Brute	Valeur comptable Nette	Montant des prêts et avances	Cautions et avals	Dividendes encaissés
– Filiales (détenues à + 50 %)	2 796 516	2 796 516	1 584 368		
– Participations (détenues entre 10 et 50%)					
– Autres filiales françaises					
– Autres filiales étrangères					
– Autres participations françaises					
– Autres participations étrangères					



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Frais d'établissement et de développement	628 296			628 296
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 018 815	2 194		1 021 009
Immobilisations incorporelles	1 647 111	2 194		1 649 305
– Terrains				
– Constructions sur sol propre	507 245	13 963		521 208
– Constructions sur sol d'autrui	21 343			21 343
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels	9 378 043	240 268	15 473	9 602 839
– Installations générales, agencements aménagements divers	15 162 459	311 188	223	15 473 424
– Matériel de transport	250 994	9 173		260 167
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 221 054	71 537	8 645	1 283 946
– Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	26 541 138	646 129	24 341	27 162 927
ACTIF IMMOBILISE	28 188 249	648 323	24 341	28 812 232



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 13 317 030 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	2 021 142		2 021 142
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	5 458 843	5 458 843	
Autres	5 030 372	5 030 372	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	806 674	806 674	
Total	13 317 030	11 295 888	2 021 142
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
fae Clients	4 040
CLIENTS FACTURES A ÉTABLIR	20 021
Fae groupe	1 238 887
FOURNISSEURS AVOIR A RECEVOIR	60 785
AUTRES PRODUITS A RECEVOIR	1 413
Total	1 325 146



Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	14 761 328	674 000		15 435 328
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	313 911			313 911
Stocks	34 424	8 010		42 434
Créances et Valeurs mobilières	114 953	266 968	114 953	266 968
Total	15 224 616	948 977	114 953	16 058 640
<i>Répartition des dotations et reprises</i>				
Exploitation		948 977	114 953	
Financières				
Exceptionnelles				

Dépréciation des stocks

Tableau des dépréciations par catégorie :

	Montant
Stock de consommables	42 434
TOTAL	42 434

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes.

Dépréciation des créances

Tableau des dépréciations par catégorie :

	Montant
Clients	266 968
TOTAL	266 968



Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 20 895 321,00 euros décomposé en 1 418 927 titres d'une valeur nominale de 14,73 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	1 418 927	14,73
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	1 418 927	14,73

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 01/12/2024.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	-2 713 445
Résultat de l'exercice précédent	-3 087 030
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	-5 800 475
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	-5 800 475
Total des affectations	-5 800 475



Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2024	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2024
Capital	20 895 321				20 895 321
Réserve légale	495 891				495 891
Report à Nouveau	-2 713 445	-3 087 030			-5 800 475
Résultat de l'exercice	-3 087 030	3 087 030	-856 053		-856 053
Subvention d'investissement	188 036			84 733	103 304
Total Capitaux Propres	15 778 772		-856 053	84 733	14 837 986



Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 31 410 916 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	5 215	5 215		
– à plus de 1 an à l'origine	557 959	38 263	519 696	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	7 670	4 993		2 676
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 100 396	15 739 622	1 360 774	
Dettes fiscales et sociales	5 057 044	4 431 171	625 873	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	8 682 632	8 682 632		
Produits constatés d'avance				
Total	31 410 916	28 901 897	2 506 343	2 676
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	80 441			
(**) Dont envers les associés	8 613 553			



Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS FACTURES ‡ RECEVO	1 663 979
FOURNISSEURS GRPE ‡ RECEVO	827 252
INTERETS PIK	14 495
INTERETS COURUS A PAYER	5 173
PROV. CONGES PAYES	1 415 107
PROV SUR PRIMES	215 074
prov ind CDD	7 006
CH/S CONGES PAYES	299 609
CH SOC / 35 HEURES	16 789
ch / prov ind CDD	1 230
C.I.L	52 995
TAXE APPRENTISSAGE	49 911
ETAT CHARGES A PAYER	6 406
ABT PRESTATIONS INFORMATIQUES	
Abonnement Taxe Fonciere	10 217
Abonnement Ideal ok	7 502
Total	4 592 745

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARG CONST. AVANCE	806 674		
Total	806 674		



Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

La société a cédé son activité BtoB à la société SàSec Business société appartenant au groupe par acte sous seing privé en date du 30 avril 2024. La cession a pris effet le 1er mai 2024, moyennant le prix d'un euro.

Exécution du plan de redressement par continuation :

Le 28 avril 2020, la Société a été placée en procédure collective de redressement judiciaire. La période d'observation s'est conclue le 15 décembre 2020 par l'adoption d'un plan de redressement par continuation.

Le 23 février 2021, date d'exécution du plan, la Société a payé les dividendes des créanciers suivants :

- les créances inférieures ou égales à 500€ ont été payées intégralement.
- les créanciers ayant opté pour l'option courte (règlement de 15 % de leurs créances pour solde de tout compte) ont été payés à la même date (888 K€ versé).

D'un de vue point comptable, le fait générateur de l'apurement de passif à l'égard des tiers est la date d'exécution du plan. En conséquence, au 31 décembre 2020, les dettes à l'égard des créanciers tiers figuraient toujours au passif pour un montant global de 6 477 K€ (TTC).

A ces dettes s'ajoutent 452 K€ TIC de dettes rachetées par l'actionnaire auprès de fournisseurs jugés stratégiques. L'abandon de la totalité des créances détenues par l'actionnaire a été également comptabilisé le 23 février 2021.

A la date anniversaire de l'adoption du plan de continuation par le Tribunal de commerce de Paris (15 décembre 2020), la société a payé le premier dividende pour les créanciers ayant choisi l'option longue soit un paiement échelonné de 100% du montant des créances admises selon le calendrier suivant : 5% à la date du premier au sixième anniversaire de l'adoption du plan et 70% à la date du septième anniversaire de l'adoption du plan (331 K€ versé).

A la clôture, et sous réserve des contestations en cours, le total des dividendes restant à payer sur 3 ans s'élève à 2 677 K€.

Le contexte global (crise de l'énergie, crise en Ukraine et au Moyen-Orient) a impliqué une inflation conséquente sur les consommables et l'énergie. La décision de relever le SMIC en France (qui sont en partie le corolaire de cette crise) est également un risque à prendre en compte.



Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	37 751 727		37 751 727
Ventes de marchandises	1 682		1 682
Produits des activités annexes	228 020		228 020
TOTAL	37 981 429		37 981 429

Charges et produits d'exploitation et financiers

Eléments imputables à un autre exercice

	Charges	Produits
Régularisation comptes fournisseurs	56 999	
Régularisation comptes de tiers		2 288
Régularisation comptes groupe		15 067
Total	56 999	17 355



Notes sur le compte de résultat

Résultat financier

	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers de participation	32 200	32 748
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	32 200	32 748
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	285 018	407 753
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	285 018	407 753
Résultat financier	-252 818	-375 005

Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
79100000 – Transfert de chges d'exploitat	8 552	
79110000 – SALAIRE A REFACT HORS UE	5 655	
79140000 – Transfert de chges CPAM	257 836	
79150000 – Remb. formation	21 603	
79160000 – Remb. assurances	11 439	
Transfert de charges d'exploitation	305 085	
Total	305 085	

Parties liées

La société 5 à Sec RIF réalise des transactions commerciales avec les autres entités du groupe 5 à Sec.

Les transactions les plus significatives concernent les relations avec l'autre filiale France, à savoir l'entité 5 à Sec France. A ce titre, les mouvements les plus significatifs ont trait à :

- L'achat de cartes de fidélité
- La charge afférente à la refacturation des coûts associés à l'activité B2B, notamment le service commercial ainsi que les frais administratifs qui y sont liés (facturation : recouvrement)
- La charge afférente à la mise à disposition du personnel administratif et des frais qui y sont associés (Service comptable principalement)



Notes sur le compte de résultat

- La rémunération des prêts intra-Groupe conformément à la convention de prêts liant les entités du Groupe 5 à sec.

Les transactions avec des entreprises liées (ou avec lesquelles l'entreprise a un lien de participation) ont été conclues à des conditions normales de marché.

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	23 320	50 587
Produits exceptionnels sur opérations en capital	89 798	536 334
Reprises sur provisions et transferts de charge		308 186
Total des produits exceptionnels	113 118	895 107
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	284 096	251 386
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	193 231	2 004 499
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		41 736
Total des charges exceptionnelles	477 327	2 297 620
Résultat exceptionnel	-364 210	-1 402 513

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	-7 766	
Régularisation comptes intercos et établissements secondaires	201 091	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	60 986	
Autres charges – créances irrécouvrables	129 067	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		5 965
Produits des cessions d'éléments d'actif		1 333
Subventions d'investissement virées au résultat		84 733
Régularisation comptes de tiers	36 951	3 731
Charges et produits sur exercices antérieurs	56 999	17 355
TOTAL	477 327	113 118

Impôts sur les bénéfices – Intégration fiscale



Notes sur le compte de résultat

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2018, la société SAS 5 A SEC RIF est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe KLINCARE GROUP.

Convention de répartition de l'impôt sur les sociétés

La société fait par ailleurs partie d'un groupe fiscalement intégré (article 223 A du CGI) dont la société KLINCARE GROUP constitue la tête de groupe.

La société 5 à Sec RIF calcule son impôt sur les sociétés comme si elle était imposée séparément, indépendamment du fait qu'elle soit membre d'un groupe fiscalement intégré.



Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 512 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	15	
Agents de maîtrise et techniciens	47	
Employés		
Ouvriers	450	
Total	512	

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	907 090
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	907 090
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Dans le cadre de l'exécution du plan de redressement par continuation de la Société, adopté par le Tribunal de Commerce de Paris en date du 15 décembre 2020, la Société s'est engagée à rembourser ses créanciers pour un montant global de 3 143 k€. (cf. Faits marquants de l'exercice).



Autres informations

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 907 090 euros

La convention collective prévoit le règlement d'indemnités de fin de carrière.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à la retraite entre 166 et 172 trimestres selon les générations avec une rotation du personnel sur la base du réel constaté en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- Données spécifiques à la société (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- Taux d'actualisation retenu à 3,4 % (vs 3,2 % lors de l'exercice précédent), ainsi qu'une progression annuelle de 2 % des salaires iso (vs 2,1% retenu lors l'exercice précédent)
- La table de mortalité utilisée est celle fournie par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE 2018-2020)